



Le Courrier de la Marche Mondiale des Femmes contre les Violences et la Pauvreté - N° - 233 - 21 octobre 2013

Bonjour, voici quelques textes, rendez-vous et communiqués concernant les droits des femmes, en espérant qu'ils vous seront utiles. Ceci est un bulletin de collecte d'informations, ce qui veut dire que nous ne sommes pas obligatoirement d'accord avec tout ce qui est écrit (sauf pour les communiqués signés Marche mondiale des Femmes).

Si vous recevez ces informations plusieurs fois (attention, vérifiez que l'expéditeur est bien directement la Marche) ou si vous ne voulez plus les recevoir, répondez à ce mail. Faites passer à vos réseaux et ami-es.

Site : <http://www.mmf-france.fr>

SOMMAIRE

- 1 - Après son assassinat, hommage à Amina, femme victime de violences conjugales dans le Val d'Oise - Du Côté des Femmes - Page 2
- 2 - Réunion Collectif Maternité des Lilas - 6 novembre - Page 2
- 3 - 28 000 dollars le bébé : le marché de la gestation pour autrui s'installe en Inde - Sud-ouest.fr
- 4 - Retraites : L'égalité au cœur de la réforme : la fable qui ne coûte rien - Esther Jeffers
- 5 - La contraception : au masculin aussi ! - Communiqué Planning Familial - 14 octobre - Page 5
- 6 - Des footballeuses au Parc des Princes pour dire « stop au sexisme et à l'homophobie » - « Les dégommeuses » - Page 5
- 7 - L'Europe doit se défaire de sa vision romantique de la prostitution - Femen - liberation.fr
- 8 - Abolition de la prostitution: pourquoi la Suède est un bon modèle - Sandrine Goldschmidt
- 9 - Les femmes étrangères rêvent de devenir « putes », c'est ça ? - rue89.fr - Christine le Doaré
- 10 - Les accouchements à domicile sur la sellette - ladepeche.fr - Page11
- 11 - Le Parlement des Femmes - Bruxelles 5 novembre - Marche Mondiale des Femmes Belgique
- 12 - La culture : une arme contre le sexisme ? - Institut Emilie du Châtelet - 24 et 28 octobre 2013 - Page 12
- 13 - « Politiques urbaines et genre : essai d'analyse des résistances » - Sylvette Denèfle - 25 octobre - Page 13
- 14 - Stéréotypes de genre : de leur construction à leurs conséquences - Reims - 5 novembre
- 15 - Migrantes et Prostitution : Rencontre /ébat - RAJFIRE et le Mouvement du Nid - 7 novembre
- 16 - Colloque pour les 10 ans de l'association ECVF - Elu/es Contre les Violences faites aux femmes - 16 novembre - Page 14
- 17 - Débat : Viols, armes de guerre dans les conflits et les génocides : Impunité pour les responsables Rwanda, Congo, ex-Yougoslavie - « Elles résistent » - 30 novembre - Paris - Page 14
- 18 - Rappel : 25^{ème} Festival international du film lesbien & féministe de Paris - *Quand les lesbiennes se font du cinéma* - 30 octobre au 3 novembre - Page 14
- 19 - Cinéma : « Violette Leduc, la chasse à l'amour » - Film et Rencontre avec Esther Hoffenberg, réalisatrice - Page 15
- 20 - Livre : « Rwanda : une histoire volée. Dette et génocide » - Renaud Duterme - Page 15
- 21 - Livre « Refuser d'être un homme » - John Stoltenberg,- Interview de de Yeun L-Y, co-traducteur - Geneviève Roy - Page 16
- 22 - Livre : « A propos de Léo Thiers-Vidal, Rupture anarchiste et trahison profémiste »

• <http://sandrine70.wordpress.com/2013/10/12/rachel-moran-la-prostitution-nest-pas-le-lieu-ou-opere-le-traffic-mais-la-cause-du-traffic-sexuel/>

• La proposition de loi sur la prostitution : <http://www.assemblee-nationale.fr/14/propositions/pion1437.asp>

MOBILISATIONS

1 - Après son assassinat, hommage à Amina, femme victime de violences conjugales dans le Val d'Oise - Du Côté des Femmes

C'est avec émotion que la population d'Ezanville a appris la mort d'une jeune femme de 28 ans, décédée à la suite de coups violents portés par son compagnon dans la nuit du samedi 12 au 13 octobre. Déjà mi-juillet, une femme avait été assassinée à Montsault, laissant 5 orphelins !

Une marche silencieuse a eu lieu Le vendredi 18 octobre 2013 Pour dire STOP et refuser l'inacceptable ! Cette marche a été organisée par l'association valdoisienne « Du Côté Des Femmes », en hommage à Amina Berrabah épouse Kante, pour ses deux enfants et sa famille.

Pour faire reculer ces violences, nous invitons la population d'Ezanville et des communes environnantes à répondre à cet appel pour dire NON à la violence d'hommes contre leurs compagnes.

Toutes et tous nous sommes concernés. Femmes et Hommes doivent agir ensemble. Les femmes victimes de violences doivent trouver de l'aide dans les gendarmeries et commissariats ; elles doivent être écoutées et dirigées vers les associations spécialisées dans cette écoute et mises à l'abri si nécessaire. Femmes et Hommes, témoins de ces violences, doivent dénoncer les violences faites aux femmes, que ce soit auprès d'une assistante sociale ou des forces de police et/ou gendarmerie.

En France, une femme meurt tous les 2 jours et demi environ sous les coups de son conjoint ou ex-conjoint. En 2012, ce sont 148 femmes qui ont ainsi été assassinées et 25 enfants dans le cadre des violences dans le couple.

Les pouvoirs publics doivent mener des campagnes de sensibilisation, de prévention, en direction de l'ensemble de la population. Il faut davantage de places d'hébergement d'urgence pour prendre en charge les victimes de violences de couple et leur permettre de quitter le conjoint violent.

Il faut aussi donner des moyens aux associations qui viennent en aide à ces femmes.

Il faut informer les femmes sur leurs droits à l'égalité, à la dignité, à l'intégrité de leur corps

Il faut aussi éduquer les jeunes à l'égalité des filles et des garçons, au respect réciproque.

2 - Réunion Collectif Maternité des Lilas - 6 novembre

Pour que vive la maternité des Lilas aux Lilas, réunion du Collectif le Mercredi 6 novembre 2013 à 18h30 à la Maternité des Lilas. Vous êtes toutes-tous invité-es.

INTERNATIONAL

3 - 28 000 dollars le bébé : le marché de la gestation pour autrui s'installe en Inde - Sud-ouest.fr

La gestation pour autrui et le recours aux mères porteuses sont encore beaucoup discutés en France, mais certains pays du monde sont déjà passés à la vitesse supérieure. En Inde, une immense clinique est en train de sortir de terre à Anand, dans la province du Gurajat, sous l'impulsion de Nayna Patel, une femme médecin, spécialiste de la fécondation in vitro, formée à Singapour, en Angleterre et en Corée du Sud. L'établissement abritera des centaines de mères porteuses qui aideront des couples occidentaux infertiles à concevoir un enfant.

Selon *BBC news*, le marché indien de la gestation pour autrui est estimé à plus d'un milliard de dollars par an, dans un pays où un tiers de la population vit avec moins de 0,6 dollar par jour. Pour porter un enfant, une femme pourra espérer toucher jusqu'à 8 000 dollars.

Interrogée par la *BBC*, Ashok, le mari de l'une de ces mères porteuses, se réjouit de pouvoir acheter une maison avec l'argent gagné : « Mes parents seront heureux que leur fils et sa femme

aient réussi à construire une maison. Notre statut social va s'améliorer, ce sera une bonne chose ». Le médecin reçoit énormément de demandes, et a établi des critères de sélection stricts. « Les femmes doivent avoir moins de 45 ans, être en bonne santé et avoir déjà eu au moins un enfant, pour éviter qu'elles ne s'attachent au bébé » explique-t-elle dans un reportage de la National Geographic Channel.

Nayna Patel demande tout de même 28 000 dollars aux parents souhaitant concevoir un enfant, une marge plus que confortable mais toujours inférieure aux tarifs pratiqués aux Etats-Unis. Contre les critiques qui l'accusent d'exploiter la pauvreté et le corps de ces femmes, le médecin se défend : « Ces femmes réalisent un travail physique et elles sont rémunérées pour cela. Elles savent qu'on n'obtient rien sans peine. Font-elles quelque chose de mal ? Ont-elles tué quelqu'un ? (...) Commettent-elles un acte immoral ? Non. Que font-elles ? Elles font une bonne action en offrant un bébé à quelqu'un. »

Depuis le début du projet, Nayna Patel aurait déjà accompagné la naissance de plus de 500 bébés. Les couples viennent de partout : Angleterre, Allemagne, Canada, et beaucoup des Etats-Unis, occultant les dérives du système par le bonheur d'être enfin parents.

« Vous ne savez pas ce que c'est de ne pas pouvoir avoir d'enfant. Vous ne savez pas ce que c'est de ne pas pouvoir... s'occuper d'une famille. Ensemble (avec la mère porteuse), nous nous sommes offert l'opportunité de commencer une vie que nous n'arrivions pas à construire seule », expliquait il y a quelques années l'une de ces mères américaines dans le célèbre programme d'Oprah Winfrey.

Mais voir de riches étrangers payer des Indiennes pauvres pour avoir un enfant soulève des questions éthiques chez beaucoup d'Indiens. Interrogée par l'Express, l'association pour le droit des femmes All India Democratic Women's s'inquiète de "la pratique même de la gestation pour autrui dans un pays où les femmes n'ont pas de ressources financières".

Après l'interdiction du recours aux mères porteuses pour les célibataires et couples gays en début d'année, le gouvernement indien pourrait de nouveau opérer des régulations dans les mois à venir.

TEXTES

4 - Retraites : L'égalité au cœur de la réforme : la fable qui ne coûte rien - Esther Jeffers, Économistes atterrés ; Huayra Llanque, Attac ; Christiane Marty, Fondation Copernic

"Pour la première fois, une réforme des retraites met l'égalité femmes-hommes au cœur de ses objectifs" : c'est ainsi que le gouvernement et le ministère des droits des femmes présentent la réforme. À ce niveau de contre-vérité, on n'est plus dans le registre du "marketing politique" mais dans celui de la fable ! Non seulement les quelques mesures prévues pour les femmes sont très marginales, mais le nouvel allongement de durée de cotisation continuera de les pénaliser plus durement.

Rappelons en effet que les femmes ont des carrières en moyenne plus courtes que les hommes, en lien avec la prise en charge des enfants. Parmi les personnes parties en retraite en 2008, elles ont validé 149 trimestres (37,25 ans) et les hommes, 160 (40 ans). Allonger la durée de cotisation est plus pénalisant pour les personnes aux carrières plus courtes qui devront retarder davantage leur départ en retraite et/ou subir une baisse plus importante de la pension. Personne ne nie cette évidence. Même la Commission européenne, dans un rapport publié en juillet sur les inégalités de pension entre les sexes en Europe¹, attire l'attention sur le fait que tout allongement de la durée de cotisation a "un effet disproportionné sur les femmes" et entraîne une réduction de leur pension. Le gouvernement a visiblement décidé d'ignorer cette réalité et inscrit sa réforme dans la logique des précédentes en augmentant encore cette durée !

Le niveau des inégalités est pourtant important, avec en 2010 un écart de 39 % entre les pensions des femmes et des hommes, selon ce même rapport. Seuls 5 pays européens sur les 29 étudiés ont

un écart supérieur à celui de la France. Et l'évolution ne va pas dans le bon sens puisque cet écart a augmenté de 10 % entre 2005 et 2010, les effets des réformes passées continuant de se faire sentir.

Face à cette situation, les mesures annoncées pour les femmes sont tout à fait insuffisantes et bénéficieront à peu d'entre elles. Concernant la majoration de pension de 10% attribuée aux parents de trois enfants qui, étant proportionnelle à la pension, bénéficie essentiellement aux hommes alors que ce sont les femmes qui sont pénalisées dans leur carrière : sa refonte annoncée depuis plusieurs mois est renvoyée au-delà de 2020. Le seul changement qui s'applique dès l'an prochain, c'est qu'elle devient imposable. Concrètement, les retraitées mères de trois enfants (les pères aussi) verront leur revenu baisser dès 2014. Drôle de bénéfice pour ces femmes

TEMPS PARTIELS : Une autre mesure, certes bienvenue, prévoit la meilleure validation de trimestres pour les personnes à temps partiels courts : mais elle ne bénéficiera au mieux qu'aux 2,6 % de salarié-es qui travaillent moins de 15 heures hebdomadaires. Alors que pour les personnes à temps partiel (33 % des femmes qui travaillent et 12% des hommes) dont la pension ne suffit pas pour vivre - car salaire partiel = pension partielle -, rien n'est prévu à ce sujet ! Le fait que ces mesures sont marginales est confirmé par le chiffrage officiel de la réforme : le coût cumulé des mesures en faveur des femmes, des jeunes, des petites pensions et des carrières heurtées reste nul jusqu'en 2030 ! On aimerait croire à cette belle fable sur des mesures qui vont améliorer la pension de toutes ces populations tout en ne coûtant rien...

Améliorer la retraite pour les femmes et les jeunes est possible. Cela implique déjà de cesser d'augmenter la durée de cotisation et de revenir vers une durée réalisable par tout le monde. Les 43 années bientôt exigées seront en effet très difficiles à atteindre, et pas seulement par les femmes. Les jeunes générations trouvent un emploi stable de plus en plus tard, les entreprises se débarrassent souvent de leurs salarié-es à partir de la cinquantaine, la moitié des salarié-es se trouvent déjà hors emploi au moment de liquider leur retraite. Tout allongement de la durée de cotisation aboutit à une baisse des pensions.

On nous répète à satiété que la hausse de l'espérance de vie impose qu'on travaille plus longtemps. Mais l'histoire le dément. L'espérance de vie augmente depuis longtemps, et depuis le début du 20^{ème} siècle, cela n'a pas empêché que le temps de vie individuel passé au travail ait régulièrement diminué. Cette évolution, élément central du progrès, a été permise par le partage des richesses produites. Mais en 1993, la réforme Balladur en allongeant la durée de cotisation a initié une inversion de la courbe historique du progrès. Aujourd'hui, ce serait de la responsabilité d'un gouvernement se réclamant de la gauche de renouer avec cette courbe.

Une autre raison plaide dans ce sens. Si l'on est d'accord sur le modèle d'égalité souhaitable, celui où les pères s'investissent plus dans l'éducation des enfants et non celui où les mères y renoncent, alors c'est la durée de carrière plus courte des femmes qui doit servir de référence pour ouvrir le droit à une pension à taux plein. Agir pour l'égalité signifierait donc, non pas aller vers 43 ans, mais à l'opposé diminuer la durée aujourd'hui requise. C'est possible. Les solutions existent pour financer des retraites de qualité.

Pour cela, il faudrait en particulier se préoccuper, en plus de l'égalité des salaires, de celle des taux d'activité. En plus d'être une exigence politique, cela permettrait à la fois d'améliorer la situation des femmes et d'augmenter très fortement les recettes des caisses de retraite.

Aujourd'hui, le taux d'activité des femmes est inférieur de 10 points à celui des hommes (84,2 % contre 94,8 % entre 25 et 49 ans). La France ne se classe qu'au 14^{ème} rang européen et il y a de larges marges de progrès. Pour donner un ordre de grandeur, si en 2011 le taux d'activité des femmes avait été égal à celui des hommes, près de 9 milliards d'euros de cotisations supplémentaires seraient entrés dans les caisses ; ils auraient permis de combler une bonne part du déficit (14 milliards en 2011). L'égalité salariale produirait des recettes supplémentaires du même

ordre. L'ampleur des gains potentiels à attendre de l'égalité entre les sexes devrait suffire à mettre vraiment cet objectif au cœur de la réforme. Il est temps de s'y atteler dès maintenant !

1- *The gender gap in pensions in the EU, Commission européenne.*

5 - La contraception : au masculin aussi ! - Communiqué Planning Familial - 14 octobre

« Ça faisait longtemps qu'on s'était décidé pour la vasectomie, mais j'ai mis des mois à trouver un médecin qui accepte » ; « Je croyais qu'elle prenait la pilule, mais c'est vrai, je ne lui avais pas demandé ». La contraception est un droit fondamental et universel des femmes et des hommes pour vivre une sexualité libre et épanouie. La maîtrise de la fécondité est un enjeu majeur pour l'égalité entre les femmes et les hommes, mais se conjugue souvent au féminin, même si des méthodes comme le coït interrompu (ou retrait)- à l'efficacité contraceptive très limitée- ou le préservatif masculin sont utilisées par des millions d'hommes depuis fort longtemps.

Or, des méthodes de contraception « modernes » existent et sont accessibles aujourd'hui en France. Depuis 2001 [1], la vasectomie est légale en France, même s'il est difficile d'y accéder. Ce geste simple, sans hospitalisation, reste marginal et concerne moins de 1 % des hommes. Elle est beaucoup plus courante dans les pays anglo-saxons comme le Royaume-Uni et les Pays-Bas où 15 à 20 % des hommes y ont recours. Quant à l'Allemagne, 50 000 vasectomies sont pratiquées par an.

La contraception hormonale masculine reste très confidentielle. Seulement deux médecins hospitaliers[2], la prescrivent en France, malgré un protocole validé par l'OMS et expérimenté sur 1500 hommes depuis presque 30 ans. La quasi-totalité des médecins pensent que cette contraception masculine est encore du domaine de l'expérimentation et qu'elle ne peut être diffusée ou prescrite.

La contraception masculine thermique [3], elle aussi mise au point il y a une trentaine d'années, est prescrite uniquement au CHU de Toulouse.

Alors oui, la contraception masculine existe aujourd'hui en France. Les freins et les idées reçues sont autant du côté des médecins que des hommes et des femmes très mal informés : peur de la perte de statut, remise en cause de la fertilité et même de la « virilité ». Le combat n'est pas encore gagné !

Contraception masculine et contraception féminine n'ont pas à être opposées l'une à l'autre. Elles font partie intégrante du choix des personnes, femmes et hommes et/ou des couples.

Favoriser un véritable choix en matière de contraception, c'est : Promouvoir l'ensemble des moyens de contraception pour toutes et tous, à travers des campagnes d'information grand public sur la contraception qui intègrent aussi la contraception masculine ; Donner une place à ce mode de contraception dans les formations initiales et continues des professionnels de santé

Aussi donner accès à l'éducation à la sexualité à tous les jeunes : la contraception concerne autant les filles que les garçons, et ce n'est qu'en travaillant sur les rapports sociaux de sexe, que nous pourrons lever les freins de part et d'autre, sur l'acceptabilité et la diffusion de la contraception masculine comme féminine.

Enfin, permettre sa diffusion sur les territoires, à travers les réseaux contraception en région, défendus par Le Planning Familial, qui intègrent aussi des prescripteurs sensibilisés et formés à la contraception masculine.

[1] : La loi n°2001-588 a autorisée la contraception définitive pour les hommes et les femmes

[2] : *La contraception masculine*, R.Mieusset & JC Soufir (coord.) Ed Springer, Paris, 2013

[3] : Op. cit

6 - Des footballeuses au Parc des Princes pour dire « stop au sexisme et à l'homophobie » - « Les dégommeuses »

Dans le cadre des Semaines d'action du réseau FARE (Football against racism in Europe),

l'association Les Dégommeuses lance un quiz foot destiné à sensibiliser les supporters contre le sexisme et l'homophobie. Il a été baptisé à l'occasion d'une action militante devant le Parc des Princes, ce samedi 19 octobre, avant le match PSG/Bastia.

Une quinzaine de joueuses de l'équipe des Dégommeuses étaient présentes sur place, en tenue de foot, pour diffuser 500 quiz aux fans des deux équipes. Elles arboraient en outre des pancartes avec des slogans anti-discrimination : « Zlatanez le sexisme », « homophobie : on s'en foot pas », « le 12ème homme est aussi une femme », « Stop sexisme, homophobie, racisme », etc.

L'association Les Dégommeuses a été fondée en 2012. Composée majoritairement de joueuses lesbiennes, qui ont choisi d'être visibles en tant que telles sur les terrains de foot, elles luttent pour la promotion du foot féminin et contre les discriminations liées au genre et à l'orientation sexuelle dans le monde du foot.

Contact Presse : lesdegommeuses@gmail.com

Blog : www.footforlove.yagg.com

7 - L'Europe doit se défaire de sa vision romantique de la prostitution - Femen - liberation.fr

Dès le commencement des activités Femen en 2008 en Ukraine, ses militantes se sont battues contre la prostitution, contre cette machine à broyer qui avait déjà avalé beaucoup de leurs amies et qui aurait pu les avaler elles aussi. Pendant sa campagne « Ukraine is not a brothel », Femen s'est érigée contre ce système destructeur, dans la rue d'abord, puis en politique, en soumettant un projet de loi au gouvernement pour la criminalisation du client. Mais le projet n'a jamais été soumis au vote et les femmes ukrainiennes ont vu se refermer la porte de sortie qui s'était tout juste entrouverte.

Certains détracteurs du projet étaient de simples ignorants (ignorants aux souffrances des femmes, comme trop souvent dans cette partie du monde) mais d'autres avaient des intérêts personnels à défendre, c'était à leur petit business crasseux qu'on portait atteinte!

Aujourd'hui, activistes ukrainiennes et françaises se rejoignent pour défendre un projet similaire en France. Femen félicite l'initiative du gouvernement socialiste et sa réelle prise en considération du drame de la prostitution.

Certains se questionnent sur la façon de gérer la question de la prostitution: «Comment faire ça correctement?», «comment rendre la prostitution acceptable?», «Quels sont les bons et les mauvais côtés de la prostitution?». Mais la seule question que nous devons nous poser est celle de l'existence même de la prostitution! La société prenant à corps le problème doit déterminer sa position, légaliser la prostitution ou l'interdire, vivre dans une culture patriarcale ou dans une culture égalitaire.

La position de Femen est ferme : la prostitution est un trafic d'êtres humains, c'est l'exploitation d'un sexe par l'autre au moyen de la force ou du mensonge, la société doit l'interdire strictement.

La légalisation de la prostitution est pour le système patriarcal une victoire définitive dans la guerre des genres, la légitimisation d'une société où les hommes attablés appellent en bavant les serveuses sexuelles pour passer leur commande.

Selon le rapport de l'association du Mouvement du Nid, 80 % des clients des 20 000 prostituées de France sont des hommes, et 80 % des 20 000 prostituées de France sont sous le contrôle de trafiquants, maquereaux ou autres, pour des raisons économiques ou familiales. La prostitution est une forme magistrale de domination masculine. L'acte sexuel lors d'une passe n'est ni mutuel ni égal, puisqu'il place la femme dans une position de subordination et la réduit à un instrument de plaisir soumis au désir du client payeur. Dans l'acte de prostitution se rejoignent deux formes de pouvoir social, le sexe et l'argent, en une interaction. Sous deux formes (sexuelle et économique) les hommes détiennent un pouvoir substantiel et systématique sur les femmes. Dans la prostitution ces disparités de pouvoir se rejoignent en un acte qui réaffirme le statut social et économique dominant de l'homme sur la femme.

L'Europe doit se défaire de sa vision romantique de la prostitution choisie. Ces situations existent certes, mais dans un infime pourcentage, et ne doivent pas servir d'excuse (facile et lâche) pour ignorer la souffrance de millions d'autres. Par ailleurs, ce sera faire preuve d'honnêteté que d'admettre que la prostitution n'est pas, la plupart du temps, exercée par des Européennes de l'ouest. À Paris, par exemple, les prostituées sont Asiatiques à Belleville, Ouest Africaines à Barbès, Slaves à Pigalle. La prostitution parisienne est exercée par des femmes pour assurer leur survie économique. Appelez ça un « choix » si vous le souhaitez, mais admettez qu'elles n'en ont pas tellement d'autres.

8 - Abolition de la prostitution: pourquoi la Suède est un bon modèle - Sandrine Goldschmidt Présidente de Femmes en résistance, militante au Mouvement du Nid 94 ; Muriel Salmona Présidente de l'Association mémoire traumatique et victimologie ; Claire Quidet, Porte-parole du Mouvement du nid - - slate.fr

L'étude des effets réels des lois est sans appel : la Suède est le modèle à suivre pour le bien des personnes prostituées et de l'égalité femmes-hommes, pour une société de droits humains donc.

Le 1^{er} octobre, le groupe socialiste de l'Assemblée a apporté son soutien à la proposition de loi de Catherine Coutelle et Maud Olivier pour la lutte contre le système prostitueur, qui doit donc désormais être déposée à l'Assemblée.

Le contenu de la loi est très modeste: en guise de pénalisation, il n'est prévu de ne faire un délit qu'en cas de récidive et dans tous les cas sans peine de prison -pour ce qui est un viol tarifé, c'est en effet léger. Mais il est essentiel que cette loi passe: l'exemple de la Suède nous montre que l'effet normatif de la loi est fondamental.

Ainsi, dans ce pays, après 3 ans où la peine était fixée à 6 mois de prison, elle est montée à 1 an. Toutefois, aucune peine de prison n'a été prononcée. En revanche, les prostitueurs-clients ont reçu des amendes. Et ces amendes ont eu un effet assez dissuasif.

Lors d'une réunion des associations abolitionnistes européennes à Bruxelles et alors qu'une cinquantaine de député-e-s ont signé «L'appel de Bruxelles» de 200 associations pour une Europe libérée de la prostitution (et si l'Europe se libère de la demande, c'est le trafic mondial qui est impacté), il a été beaucoup question de ce modèle suédois et des réglementarismes.

L'étude des effets réels des lois est sans appel: la Suède est le modèle à suivre pour le bien des personnes prostituées et de l'égalité femmes-hommes, pour une société de droits humains donc.

1. La représentation suédoise a présenté les vrais résultats de sa politique, au-delà des mensonges véhiculés par l'industrie du sexe

- Prostitution de rue divisée par deux
- 70 % de la population aujourd'hui satisfaite de la loi (contre 30 % au moment de son vote) et un chiffre encore plus élevé auprès des jeunes pour qui acheter un acte sexuel n'est pas normal.
- Les trafiquants ne s'intéressent plus au «marché suédois». Ce qui prouve que jouer sur la demande permet en premier lieu de lutter contre le trafic.

Mais plus intéressant encore est ce témoignage d'un policier suédois sur les effets respectifs des lois d'abolition et de réglementation. Pour Simon Haggström, qui a interpellé 700 prostitueurs à qui il a donné des amendes, les critiques/idées reçues qui circulent sont sans fondement.

Ainsi, si la prostitution de rue a diminué de moitié, elle se serait, selon les lobbies pro-prostitution, déplacée vers Internet : Réponse : ce n'est absolument pas un problème pour la police de pister des clients sur Internet. Il suffit de faire comme eux, de prendre ses renseignements sur la Toile...

« Comme nous ne sommes pas idiots, nous appelons les numéros qu'on trouve sur Internet et obtenons la désignation des lieux où les rendez-vous sont donnés. Nous nous embusquons dans les pièces ou couloirs voisins et nous interpellons les clients à la sortie. »

Les prostituées n'auraient pas de recours et vivent dans la peur, elles ne vont pas dénoncer un

client violent : Si. Justement, le fait de savoir que la police et le pays reconnaissent la prostitution comme une violence qui leur est faite leur permet de le faire, alors qu'auparavant, elles savaient que de toutes façons ce seraient elles qui seraient mises en cause. En Suède, lorsqu'il y a une interpellation d'un client-prostituteur, il y a un effet à triple détente:

- Le client reçoit une amende qu'il s'empresse de payer pour éviter de recevoir une convocation au tribunal à son domicile: « S'ils reconnaissent les faits, ils doivent payer une amende, sinon ils sont déférés devant les tribunaux. La plupart reconnaissent les faits. »

- Les prostituées ont un accès automatique à des associations qui peuvent les conseiller et les aider. A l'occasion de ces interpellations, il est de fait plus facile d'entrer en contact avec celles - le plus souvent étrangères et isolées- et de les informer sur leurs droits, sur toutes les aides dont elles peuvent bénéficier et sur l'interdiction de l'achat d'actes sexuels en Suède. Alors que jusque-là leurs proxénètes leur avaient sans cesse menti, entretenant la peur de la police et l'idée que la loi suédoise les considérerait comme des criminelles.

- Pendant ce temps-là il est fréquent que le proxénète arrive sur les lieux, ce qui permet de l'arrêter.

La prostitution se serait déplacée vers l'étranger : Evidemment, il y a des hommes qui ne renoncent pas totalement à acheter des femmes, soit à l'occasion d'un voyage à l'étranger, soit qui se déplacent spécialement pour recourir au viol tarifé. Seulement cela leur coûte infiniment plus cher, donc par la force des choses, ils y vont beaucoup moins souvent.

Il y a des meurtres de prostituées en Suède, la preuve, l'été dernier, une femme a été assassinée : C'est faux. Cette femme était sortie de la prostitution et elle a été assassinée par son ex-petit-ami qui contestait sa demande de garde : rien à voir avec la prostitution, contrairement à ce que les lobbies pro ont voulu faire croire. Aux Pays-Bas en revanche, depuis la réglementation, 50 femmes prostituées ont été assassinées en lien direct avec le système prostitueur.

Une loi d'abolition empêche d'exiger le préservatif et encourage la transmission du VIH : Ah, pourquoi? Au contraire, les femmes peuvent menacer le client d'avoir recours à la police, alors que ce n'est pas du tout le cas en Allemagne, par exemple. Et il est utile de rappeler que le risque de contamination VIH provient du client prostitueur qui exige des actes sans préservatifs. Donc le pénaliser et ne pas en faire un client-roi est une protection pour les prostituées, idem pour les violences.

L'accès des hommes handicapés à la sexualité : L'activité sexuelle n'est pas un droit, encore moins au détriment d'autres êtres humains. Mais surtout: sur 700 clients arrêtés, jamais Simon Haggström n'a rencontré un homme handicapé prostitueur...

2. De l'autre côté, en Allemagne, pays réglementariste, la réalité des faits est aussi sans appel

Comme l'a longuement expliqué Helmut Sporer, commissaire de police de la ville d'Augsbourg depuis 11 ans, depuis la loi qui légalise les bordels (Eros center) et considère les proxénètes comme des entrepreneurs, les femmes se retrouvent dans la situation où elles étaient à l'époque des maisons closes: souvent enfermées, quasiment jamais déclarées, et soumises à tout ce qu'on leur demande sans possibilité de recourir à l'aide de la police.

Il a pu constater une forte augmentation du nombre de femmes prostituées (30% dans son district), dans des bars ou hôtels privés, où elles sont isolées. Elles ont peur de dire la vérité à la police, c'est-à-dire qu'en réalité elles sont issues du trafic et pas du tout là par choix, parce qu'elles ont peur de leur «patron», le proxénète.

Il est extrêmement rare qu'elles bénéficient de contrats (moins de 1% d'entre elles).

Aujourd'hui, le profil-type d'une femme en prostitution en Allemagne est une jeune de 18-20 ans, Roumaine, issue du trafic d'êtres humains. « Les acheteurs de sexe sont en recherche de viande fraîche », a expliqué le commissaire. L'Allemagne est en outre devenue une destination pour le «tourisme sexuel», et c'est bien sûr une plaque tournante du proxénétisme, puisque les proxénètes

sont des «entrepreneurs comme les autres».

Quant aux mythes sur leur soi disant «plus grande sécurité», Helmut Sporer a été très clair, sur la question de la transmission du VIH/Sida par exemple: si le proxénète légal leur dit de ne pas mettre de préservatif, comment pourraient-elles refuser, étant totalement à leur merci ? Et lui, le proxénète, pourquoi refuserait-il la demande, puisque le client est roi, et qu'il est prêt à payer?

Il n'y a pas non plus d'aide à la sortie de la prostitution : en effet, quel intérêt, puisque c'est un travail comme un autre?

En résumé, quand on veut bien regarder les faits, la réalité de la prostitution sur le terrain, en écoutant les femmes prostituées, les survivantes et les personnes qui les soutiennent, quand on écoute ceux qui font appliquer la loi, il n'y a aucune doute : le modèle suédois est un pas vers plus d'humanité pour les personnes prostituées, là où la réglementation est un cercle infernal qui crée un marché qui stimule lui même la demande, de plus en plus décomplexée et violente..

9 - Les femmes étrangères rêvent de devenir « putes », c'est ça ? - rue89.fr - Christine le Doaré

En matière de prostitution, envahissantes sont les tribunes complaisantes écrites par des intellectuels ou des artistes appelés en renfort par le bruyant lobby de la prostitution.

Mais je crois qu'on peut décerner la palme de la tribune la plus inquiétante à Lilian Mathieu, sociologue et directeur de recherche au CNRS (« Avec le PS, la préférence nationale commencera-t-elle par le tapin ? »), publiée sur Rue89 ce mardi. Associer PS et FN pour défendre le système « prostitueur » : à ma connaissance, personne n'y avait encore pensé.

D'archaïques privilèges masculins : Quelle objectivité peut bien avoir cet auteur sur cette question, alors qu'il tente de démontrer que [la proposition de loi abolitionniste](#), déposée par la délégation aux droits des femmes de l'Assemblée nationale, s'apparente à l'idéologie du Front national ?

Avec ce texte, les « réglementaristes » sont aux abois et doivent mobiliser leurs alliés intellectuels, people et médiatiques. Dodo, Antoine, Frédéric, Lilian et les autres nous rappellent, les uns après les autres, que des hommes tiennent à leurs archaïques privilèges et s'accrochent dur comme fer, non au « plus vieux métier du monde » mais bien à la plus vieille et la plus sexiste exploitation : la prostitution.

Quelle superbe arnaque patriarcale tout de même que cet esclavage qui a la peau dure !

Il n'y a pas de droit à baiser : Lilian Mathieu sait pourtant qu'il n'y a pas plus de « droit à baiser » que de droit à l'enfant, même en payant. Il sait aussi que cette proposition est un progrès, qu'elle est respectueuse des personnes et qu'elle permettra d'avancer vers l'égalité, de mieux lutter contre le sexisme et les violences sexuelles. Il sait également que la société tout entière a intérêt à abolir progressivement l'une des violences les plus préjudiciables que la domination masculine ait jamais imposée aux femmes, enfants et quelques hommes.

Il ne peut ignorer que les réglementaristes font très peu de cas des femmes victimes de la prostitution, utilisées mais stigmatisées et méprisées par des générations d'hommes. En Allemagne ou aux Pays-Bas, leurs homologues ont, en légalisant le « travail du sexe », dépénalisé le proxénétisme et laissé les marchés criminels envahir le pays, au point de ne plus pouvoir rien contrôler

Il sait enfin que les seules personnes combattant vraiment les violences d'un système « prostitueur » qui engrange d'énormes profits criminels sur le dos des femmes, ce sont bien les abolitionnistes. Ces derniers militent pour l'interdiction du seul achat d'acte sexuel, mais aussi pour la dépénalisation du racolage - à ne pas confondre avec le régime prohibitionniste, qui interdit toute prostitution et pénalise clients comme prostitué-es.

Si heureuses sous la coupe des réseaux ! : Lilian Mathieu n'a guère d'arguments à opposer aux mesures proposées, mais son intention est ailleurs : il veut discréditer le projet. Quoi de plus

efficace que de prétendre que les prostitué-es venus de l'étranger seraient discriminé-es par cette loi, elles si heureuses d'être sous la coupe des réseaux ! Dans cette période politique plutôt trouble, un peu de surenchère populiste devrait passer inaperçue, et l'idéal, pour frapper les esprits, serait tout de même de parvenir à associer PS avec FN.

Premier artifice : jeter le doute sur le pourcentage de femmes étrangères en situation de prostitution (95 % annoncés) pour mieux laisser à croire que ce serait le ministère de l'Intérieur, motivé par la chasse aux sans papiers, qui aurait initié ce projet. Je pense que toute la délégation au droit des femmes de l'Assemblée nationale et les abolitionnistes de tout bord vont apprécier cet argument !

Il devrait arpenter les lieux de prostitution : Si Lilian Mathieu arpenterait, comme les associations qui s'intéressent aux personnes prostituées, les lieux de prostitution ou les sites de petites annonces Internet, il aurait constaté qu'elles sont dans leur écrasante majorité, et depuis déjà longtemps, des femmes étrangères. Et que ces dernières sont exploitées par un proche ou un réseau, induites en erreur et conduites sur les lieux de prostitution pour exercer un moment avant d'être déplacées ailleurs. Que ce pourcentage soit de 85 %, 90 % ou 95 % n'y change pas grand-chose.

Ensuite, il tente de réfuter l'évidence : l'oppression et l'exploitation des femmes ne relèveraient pas, selon lui, de la domination masculine. Vous l'ignoriez peut-être, mais les femmes étrangères prostituées sont venues s'échouer sur nos trottoirs de leur propre chef ! Contrairement aux hommes, qui rêvent de devenir géomètres, maçons, profs ou kinés, les femmes étrangères, elles, rêvent de devenir « putes ». Les macs, les réseaux, la traite... : tout ça n'existe pas, pur fantasme féministe que ce système prostitueur !

Le patriarcat doit beaucoup à Lilian Mathieu : Pas de doute, Lilian Mathieu est un sociologue auquel le patriarcat doit beaucoup. Au passage, il feint - c'est pratique - d'ignorer les différences entre les régimes réglemmentariste, abolitionniste et prohibitionniste. Surtout, il passe sous silence les mérites de l'abolition, qui, en inversant la charge pénale sur les clients, aide les prostitué(e)s à se défendre contre des clients violents. Les mesures d'éducation et de responsabilisation des clients aident à accéder progressivement à l'égalité et à une autre conception des relations entre femmes et hommes.

Malgré tout, Lilian Mathieu est contraint de reconnaître que le projet propose des mesures sociales aux personnes prostituées. Cette partie de la tribune est cependant embrouillée à dessein. Selon lui, le fait de sortir des réseaux, de bénéficier d'une régularisation et de pouvoir exercer une autre activité constituerait une sévère injustice : ces pauvres femmes étrangères ne pourraient plus se prostituer, contrairement aux Françaises ! Mais dans quel monde vit donc Lilian Mathieu ?

Pense-t-il que les femmes françaises s'éclatent dans la prostitution ? : Imagine-t-il vraiment que les femmes prisonnières de proxénètes ou de réseaux mafieux qui les exploitent choisiront de rester dans cette prison ? Sait-il ce qu'est un camp de dressage ? A-t-il la moindre idée des menaces qui pèsent sur ces femmes, qui s'acquittent le plus souvent d'une dette et dont la famille est menacée de mort au pays ?

Pense-t-il que les femmes françaises s'éclatent dans la prostitution ? Ignore-t-il que la plupart d'entre elles ont vécu des violences sexuelles ? Que des rapports sexuels répétés et sans aucun désir, la peur au ventre, occasionnent d'innombrables douleurs physiques et psychologiques ? Que toutes les femmes pour se prostituer se réfugient dans la [dissociation](#) ?

Doute-t-il vraiment que l'écrasante majorité d'entre elles souhaite en sortir et ne plus jamais en entendre parler ? Les femmes doivent être de bien étranges créatures pour Lilian Mathieu !

La sexualité ne peut être soumise aux marchés financiers. L'esclavage sexuel, ni dans la conjugalité, ni dans la prostitution, n'est plus admissible.

Enfin, le principe d'indisponibilité du corps humain doit être réaffirmé. Même le libéralisme ne peut

tout vendre et tout acheter. Il n'y a donc pas de « marché du sexe », ni de « travailleurs du sexe », mais un privilège patriarcal qui, à terme, disparaîtra, et des personnes victimes d'une exploitation et de violences sexuelles que cette proposition de loi vise à protéger.

Ces femmes ont été trompées, elles sont captives : Certes des femmes « françaises » dont beaucoup sont pauvres et « racisées », pourront continuer de se prostituer si elles le souhaitent, de moins en moins nombreuses et de moins en moins longtemps, nous l'espérons. Mais ce n'est en rien un privilège, et nous verrons bien combien feront le choix de continuer, alors que des alternatives et des aides leur seront proposées.

Quant aux femmes étrangères, si elles y sont encouragées, il y a fort à parier qu'elles dénonceront leur réseau et choisiront une alternative à la prostitution.

C'est bien mal connaître la réalité de la prostitution que de prétendre le contraire. Ces femmes ne sont pas venues sur nos trottoirs de leur plein gré, elles ont été trompées, elles sont captives (leurs papiers leur sont retirés), elles subissent des violences.

Ce texte démagogique et emprunt de populisme, produit par un sociologue censé encadrer des travaux de recherche, est inquiétant. Un sociologue n'est-il pas au moins supposé questionner les idées reçues sur la sexualité, les rapports sociaux de sexe, la domination masculine ?

Un bel exemple de supercherie intellectuelle : Le projet abolitionniste est un projet d'émancipation qui relève de la défense des droits humains et en particulier des droits des femmes ; défendre de manière aussi consternante un système d'exploitation et de domination qui a fait son temps n'honore pas l'université française.

Enfin, comme une cerise qui aurait eu le temps de pourrir sur un gâteau bien rassis, la chute de ce texte dangereux tombe. Les mesures proposées reviendraient « à appliquer sur le « marché du sexe » la revendication du Front national : la préférence nationale réservant aux seuls nationaux une activité fermée aux étrangers » ! Oui, oui, vous avez bien lu ! Voici ce qu'écrit un universitaire sollicité par le lobby pro-prostitution. Un bel exemple de supercherie intellectuelle.

L'article de Lilian Mathieu : <http://www.rue89.com/2013/10/08/prostitution-ps-reprend-preference-nationale-chere-fn-246404>

10 - Les accouchements à domicile sur la sellette - ladepeche.fr

L'association toulousaine MettreOmonde cherche à interpeller l'opinion publique sur « la mise en danger de la pratique des accouchements à domicile ». En Ariège, une sage-femme continue à offrir ce service aux femmes qui le demandent.

L'ordre des sages-femmes multiplie les courriers aux professionnels libéraux pratiquant les accouchements à domicile, afin qu'ils leur transmettent leur attestation d'assurance d'ici la fin du mois de septembre. Une demande qui met la pression sur la profession. En Ariège, seule une sage-femme libérale pratique cette activité. Depuis 20 ans, Isabelle Desvallées suit les mères tout au long de la grossesse et sept jours suivant la naissance. Le tout pour un montant de 313 euros. « J'accouche près de 30 femmes par an. Pour autant, je m'assure que les grossesses ne sont pas considérées comme risquées. »

Un montant d'assurances prohibitif : Cependant, aujourd'hui, la professionnelle remet en cause la poursuite de son activité. « Le coût des assurances nous a conduites à exercer sans depuis 2001, explique Isabelle Desvallées. Pour moi c'est une question de santé publique. Si je n'entoure pas ces femmes, elles accoucheront seules. » D'après l'ordre national des sages-femmes, le montant s'élève à 25 000 euros par mois. « Une sage-femme libérale gagne en moyenne 24 000 euros par an. Il leur est donc impossible de financer une assurance », précise l'ordre. Une situation que dénonce l'association toulousaine MettreOmonde depuis plusieurs semaines. Afin d'interpeller l'opinion publique à ce sujet, le collectif est à l'origine d'une pétition sur Internet. « Les conditions d'accouchement proposées dans nos maternités ne correspondent plus aux attentes des futurs

parents, explique l'association. Pour rappel, la France vient de perdre plus d'une dizaine de places au classement mondial de l'INSERM en termes de périnatalité »

En pratiquant cette activité, Isabelle Desvallées risque 45 000 euros d'amende et une interdiction d'exercer. « Aujourd'hui la demande des accouchements est en constante augmentation. Mais je ne veux pas prendre le risque d'être radiée de la profession. C'est avant tout une question financière. » Et de conclure : «Aujourd'hui, j'essaie d'orienter les femmes vers les hôpitaux.»

Au niveau national, 90 sages-femmes libérales pratiqueraient les accouchements à domicile, d'après Isabelle Desvallées. Seules deux seraient actuellement assurées.

DÉBATS, CONFÉRENCES, SORTIES MILITANTES...

11 - Le Parlement des Femmes - Bruxelles 5 novembre - Marche Mondiale des Femmes Belgique

Le 8 mars 2005, les femmes et les associations qui composent la Coordination bruxelloise de la MMF marchèrent ensemble jusqu'au Parlement bruxellois afin de remettre aux parlementaires un exemplaire de « la charte mondiale des femmes pour l'humanité », ainsi qu'un cahier de revendications. Après avoir écouté les revendications, les élu(e)s présent(e)s donnèrent rendez-vous le 08 mars 2007 à la Coordination bruxelloise pour organiser le premier Parlement des femmes.

Six ans plus tard, la Coordination bruxelloise de la Marche Mondiale des Femmes a le plaisir de vous inviter à son second Parlement des femmes.

Cette initiative s'inscrit dans une démarche citoyenne participative en permettant aux femmes et associations d'entrer dans le Parlement, de prendre la parole et d'échanger avec nos député-es et nos ministres. Lors de cette édition, nous tenons à interpeller ces derniers sur les avancées et obstacles en matière d'égalité femmes/hommes dans les thématiques de l'emploi et la formation, d'une part, et des pouvoirs locaux, d'autre part. La question de la 6^{ème} réforme de l'Etat sera également abordée de manière transversale tout au long de la rencontre.

Au programme : 9h00 : Accueil ; 9h15 : Introduction ; 9h30 : Interpellation-débat sur les matières régionales ; 12h00 : Pause de midi ; 13h00 : Interpellation-débat sur les matières communautaires ; 14h30 : Conclusion ; 15h00 : Clôture

Informations et inscriptions à renvoyer au plus tard le 01/11/2013 à Manoë Jacquet (Monde selon les femmes) à l'adresse manoe@mondefemmes.org

12 - La culture : une arme contre le sexisme ? - Institut Emilie du Châtelet - 24 et 28 octobre 2013

Que peut la culture contre le sexisme, et comment ? Au-delà des constats, encore accablants, concernant les inégalités professionnelles ou la segmentation des pratiques culturelles entre les femmes et les hommes, les sixième Assises de l'IEC souhaitent mettre l'accent sur les dynamiques positives, qu'il s'agisse de stratégies individuelles d'intégration ou d'innovations visant à transformer les pratiques ou encore la réception culturelle.

Pourquoi le secteur artistique est-il l'un des plus aveugles aux inégalités et des plus hostiles aux changements ?

On s'interrogera sur les innovations qui permettent de modifier les cadres de la production et de la diffusion culturelle. Comment résister à la culture hégémonique ? Comment produire une culture non-sexiste ? Une culture féministe ? Comment faire entrer les publics dans cette démarche ? Comment penser le genre au-delà des question d'égalité ?

Une large place sera laissée aux échanges avec de public pour faire surgir des propositions et des suggestions.

Jeudi 24 octobre : Parcours, obstacles et innovations - de 14h à 18h30

Lundi 28 octobre : Pérenniser la culture de l'égalité, de 14h à 18h
Université Paris Diderot, Amphi Buffon, 15 rue Hélène Brion, Paris 13^{ème}

13 - « Politiques urbaines et genre : essai d'analyse des résistances » - Sylvette Denèfle - 25 octobre

Depuis quelques années, l'idée de mettre en place des politiques urbaines durables a conduit à prendre en considération, dans la lutte contre les discriminations, la dimension du genre. Ces choix idéologiques posent de nombreux problèmes théoriques : Qu'est-ce qu'une vision genrée de la ville ? Quelle est la place comparée des femmes et des hommes dans la ville, dans la gestion urbaine, dans les mobilités, dans la vie citoyenne, etc. ? Comment la perspective du genre peut-elle éclairer notre appréhension du fait urbain et plus globalement des évolutions sociales récentes ?

Quelles conceptions de l'égalité entre les femmes et les hommes sont-elles mobilisées dans les programmes urbains, pour quelles réalisations et quels résultats ? L'analyse de ces politiques et de leurs évolutions permettra de proposer une lecture des résistances sociales à l'égalité entre les femmes et les hommes et de la pérennité des inégalités.

Sylvette Denèfle, Professeure de sociologie à l'Université François Rabelais de Tours, UMR 7324 CITERES, « Cités, TERRitoires, Environnement et Sociétés »

25 octobre, 14h à 16h30 : Jardin des Plantes (MNHN), Grand Amphithéâtre d'Entomologie, 43 rue Buffon, 75005 Paris

14 - Stéréotypes de genre : de leur construction à leurs conséquences - Reims - 5 novembre

Le Rectorat de l'académie de Reims, les directions académiques des services de l'Éducation nationale de l'Aube et de la Haute-Marne (DASEN 10 et 52), les missions départementales aux droits des femmes et à l'égalité de l'Aube et de la Haute-Marne (DDCSPP 10 et 52), organisent, en partenariat, avec les CIDFF de l'Aube et de la Haute-Marne une journée de formation « Stéréotypes de genre : de leur construction à leurs conséquences »

Au programme 3 conférences :

- « Comment le genre et les rôles sexués s'enracinent dans le développement de l'enfant » par Madame Declercq, enseignante-chercheuse en psychologie du développement à l'Université de Reims Champagne-Ardenne
- « L'égalité des filles et des garçons à l'école : persistance et transmission des stéréotypes sexistes » par Madame Mosconi, professeure émérite en sciences de l'éducation à l'Université Paris Ouest Nanterre la Défense (UPOND)
- « L'orientation au service du genre ? » par Madame Vouillot, Maîtresse de conférences en psychologie de l'orientation à l'INETOP-CNAM, responsable du groupe OriGenre, membre du Haut conseil à l'égalité femmes/hommes
- Présentation d'outils pédagogiques.

Cette journée s'adresse notamment au corps enseignant d'éducation et d'orientation ainsi qu'aux acteurs-trices jeunesse. Vous aurez la possibilité de prendre un repas sur place moyennant un coût de 8,50 euros. Le règlement se fera par chèque (à l'ordre du CIDFF de l'Aube) et devra être adressé au plus tard le 25 octobre au CIDFF de l'Aube, 14 rue Jean-Louis Delaporte - 10000 Troyes.

*Attention : nombre de places est limité. Inscription obligatoire : catherine.stavrinou@aube.gouv.fr
Mardi 5 novembre 2013 de 8h45 à 16h30 au Centre Sportif de l'Aube*

15 - Migrantes et Prostitution : Rencontre /ébat - RAJFIRE et le Mouvement du Nid - 7 novembre

Pour l'abolition du système prostitueur, des combats décisifs se mènent aujourd'hui. Le rapport et

les préconisations adoptés par la Délégation aux droits des femmes de l'Assemblée nationale le 17 septembre 2013* doivent déboucher sur une grande loi globale et des mesures concrètes et ambitieuses afin que disparaisse ce système d'exploitation, d'oppression et de violence !

En présentant notre perspective abolitionniste, nous mettrons l'accent sur l'oppression des femmes étrangères ou migrantes dans le système prostitueur et sur l'exigence du droit d'asile, du droit au séjour, de véritables alternatives pour les victimes de cette oppression.

Les interventions seront suivies d'un débat

Entrée libre, inscription obligatoire (vous pouvez envoyer un mail à rajfire@wanadoo.fr)

Jeudi 7 novembre 2013 à 19h, Ageca 177 rue de Charonne 75011 Paris

16 - Colloque pour les 10 ans de l'association ECVF - Elu/es Contre les Violences faites aux femmes - 16 novembre

L'association ECVF célèbre cette année son 10^{ème} anniversaire. Afin de marquer cet évènement, nous vous convions à notre colloque sur le thème : « Vaincre les violences faites aux femmes : quelles politiques mettre en œuvre ? - Toujours concerné-es, les élu-es se mobilisent ».

Samedi 16 novembre, 9h à 18h, Auditorium de la Mairie de Paris

17 - Débat : Viols, armes de guerre dans les conflits et les génocides : Impunité pour les responsables Rwanda, Congo, ex-Yougoslavie - « Elles résistent » - 30 novembre - Paris

En 2012 le réseau « Elles résistent » a organisé une semaine de manifestations sur le thème des violences masculines faites aux femmes, à la Parole Errante à Montreuil. Lors de cette semaine, notre collectif a présenté un débat sur le génocide des tutsi au Rwanda et notamment sur les plaintes de trois femmes tutsi rwandaises pour viol contre des militaires français.

A la suite de notre réunion, nous avons constitué un collectif de soutien à ces trois plaignantes.

Le 22 juin dernier, nous avons organisé à Paris un colloque intitulé « Viols armes de guerre dans les conflits et les génocides. Impunité pour les responsables. Rwanda, Congo, ex-Yougoslavie ».

Nous organisons, de nouveau à la Parole Errante, toujours dans le cadre du réseau « Elles résistent » un débat sur le même thème.

Pour de plus amples informations vous pouvez consulter notre site : contreviolswanda.info

Le samedi 30 novembre de 14h à 18h à la Parole Errante, 9 rue François Debergue - 93100 Montreuil. Métro Mairie de Montreuil ou Croix de Cahvaux, ligne 9

LIVRES, CINEMA...

18 - Rappel : 25^{ème} Festival international du film lesbien & féministe de Paris - Quand les lesbiennes se font du cinéma - 30 octobre au 3 novembre

En 1989, les lesbiennes de *Saphonie* lançaient un festival de cinéma; 25 ans plus tard, *Cineffable* est devenu le rendez-vous incontournable des lesbiennes en France, et c'est grâce à vous ! Pures cinéphiles ou vraies amatrices, vous êtes venues par milliers vous réjouir avec nous d'entendre les voix -inouïes ailleurs- des unes et des autres, et de nous compter si nombreuses, lorsque nous sommes invisibles en dehors...

Chaque *Toutessaintes*, nous avons pris rendez-vous, et vous étiez là, ivres de retrouvailles et de rencontres, affamées de culture et d'échanges lesbiens. Et, repues de trouver tout cela en plus d'une restauration joyeuse et militante, regonflées, réconciliées puis reparties, vous voici revenues. Ce quart de siècle nous a toutes changées : quelques rides d'expressions (de rires, de colères partagées) sont venues enrichir notre visage; certaines ont lâché, d'autres ont repris, des voix anciennes se sont tues... mais ainsi ou malgré cela, nous avons su garder notre indépendance, échapper aux pressions de la bienséante mixité, réaffirmer notre plaisir d'être ensemble, de se

vivre Lesbiennes et de se réinventer féministes dans la joie !

C'est pourquoi nous vous invitons à reprendre un quart de militantisme, un quart de lesbianisme, un quart de féminisme... et un plein festival. Cela vous tente ? Bon festival !

Du mercredi 30 octobre au dimanche 3 novembre 2013 ; Espace EFCB - 23/25 rue Emile Zola - Montreuil 93100 - Métro Robespierre

Programme <http://www.cineffable.fr/fr/f_prog.htm>

19 - Cinéma : « Violette Leduc, la chasse à l'amour » - Film et Rencontre avec Esther Hoffenberg, réalisatrice

« Si on entreprend une autobiographie, il faut y aller à fond. » affirme Violette Leduc. L'homosexualité, l'avortement, la bâtardise, elle aborde chacun des sujets tabous des années 50 sans aucune hypocrisie. Sa « sincérité intrépide » lui apporte l'admiration et le soutien immédiat de Simone de Beauvoir.

Presque 50 ans après le succès public de « La bêtardise », la force des livres de Violette Leduc reste intacte, et sa personnalité originale ressort grâce aux archives. Filmés sur les lieux mêmes où Violette Leduc a vécu - son modeste appartement parisien et la Provence qu'elle a choisie pour écrire - ses amis, écrivains et artistes, ainsi que des spécialistes passionnés complètent son récit autobiographique. Inspiré par le style poétique de Violette Leduc, au plus près des sensations, le film compose le portrait d'un grand écrivain en avance sur son époque. Un hymne à la liberté et à la magie des mots.

La séance sera suivie d'une rencontre avec la réalisatrice et ses invitées Catherine Viollet, Cécile Vargarttig & Anaïs Frantz.

Le jeudi 31 octobre 2013 à 20h au cinéma Le Nouveau Latina.

France, 2013, Les Films du Poisson, ARTE France, Lapsus et Vosges Télévision, couleur & noir et blanc, projection vidéo, 59 min

20 - Livre : « Rwanda : une histoire volée. Dette et génocide » - Renaud Duterme

La compréhension du génocide rwandais nécessite de dépasser les frontières du petit pays qu'est le Rwanda. Il est impossible de saisir cette tragédie sans analyser l'intégration forcée du pays au système économique mondialisé, débutée dès la période coloniale. Instrumentalisation des ethnies par la colonisation, soutien à la dictature Habyarimana, politiques néolibérales antisociales, commerce des armes, complicité dans le génocide, ponctions dans le budget national par le biais de la dette sont quelques-unes des responsabilités de puissances étrangères dans l'effondrement de la société rwandaise de 1994. Il s'agit donc de revisiter l'histoire contemporaine du Rwanda sous l'angle des ingérences étrangères. Cette histoire, volée à la population rwandaise, constitue un triste cas d'école pour qui veut comprendre les difficultés que traversent nombre de pays du Tiers monde, causées par les politiques impérialistes. Loin d'avoir disparu, ces influences néocoloniales perdurent et jouent encore un rôle essentiel dans les difficultés que connaît le Rwanda, ainsi que la région des Grands Lacs d'aujourd'hui. Un panorama de la situation politique et socio-économique actuelle du pays ponctue ainsi ce livre, toujours replacé dans un contexte mondialisé.

Renaud Duterme, né en 1986, est agrégé en Sciences du Développement de l'Université Libre de Bruxelles, enseigne la géographie dans un lycée et collabore régulièrement avec le Comité pour l'annulation de la dette du Tiers monde (CADTM).

Editions Tribord Parution : 23 août 2013. Disponible dès à présent auprès du CADTM ISBN : 9782930390369 Dimensions : Épaisseur : 7, Largeur : 110, Hauteur : 180 Prix : 4,00 €

Passez commande, soit par courrier électronique auprès de info@cadtm.org, soit par courrier au CADTM. Belgique : CADTM, 345 Avenue de l'Observatoire, 4000 Liège. Tél : 32 (0)4 226 62 85.

21 - Livre « Refuser d'être un homme » - John Stoltenberg,- Interview de de Yeun L-Y, co-traducteur - Geneviève Roy

Perchés sur des grues le plus souvent, ils font la Une du journal de 20 heures. Peu à peu les tenants du masculinisme gagnent du terrain dans l'opinion publique sous couvert de protéger les droits des pères. Certains hommes ont choisi eux de résister à cette image trop virile à leurs yeux et se disent ouvertement pro-féministes. Yeun L-Y est de ceux-là. Il vient de participer à la traduction d'un livre américain attendu en français depuis plus de vingt ans.

Rencontrer Yeun L-Y, c'est bon pour le moral. Enfin, un homme qui ne confond pas féminisme et haine du sexe masculin. Cet aide-soignant rennais vient de co-signer la traduction française du livre de John Stoltenberg, « Refuser d'être un homme pour en finir avec la virilité ». Pour l'auteur américain dont le livre fait date dans l'histoire des droits des femmes outre-Atlantique, les hommes ont le choix et peuvent refuser l'identité masculine dominante. « Les pénis existent ; le sexe masculin, non. Le sexe masculin est socialement construit » écrit-il. Yeun adhère.

« Des hommes un tant soit peu conscients de leur position de domination, des actes qu'ils peuvent mettre en place au quotidien pour asseoir leur pouvoir il y en a très peu. De la même manière que des blancs peuvent trahir leur position de blancs dans un régime raciste, Stoltenberg, dans un régime sexiste dit que les hommes peuvent trahir leur position et donc refuser d'être des hommes. Il montre comment les hommes créent les femmes comme objet pour dominer, avoir des privilèges au quotidien. Il est pour l'abolition de la masculinité puisque c'est la masculinité qui crée la féminité. »

Pour une identité morale : Stoltenberg ne se contente pas de faire des constats, il propose des pistes d'actions en déconstruisant la façon dont on produit du masculin entre autres en opposant le fils à sa mère « perçue par le père comme dangereuse pour sa virilité ».

« Il y a tout un chapitre sur le rapport au père - explique le traducteur - comment les petits garçons apprennent à ne surtout pas être en empathie vis-à-vis des femmes, en complicité avec elles ; comment la possible violence des pères vis-à-vis des mères dont sont témoins les petits garçons forge la masculinité et les aident à devenir des hommes qui reproduisent ensuite le schéma. Il fait beaucoup appel à la conscience morale. Pour lui, il existe deux identités : l'identité masculine qu'on nous apprend et l'identité morale qui est ni masculine, ni féminine mais qui est humaine, qui est une capacité à poser des actes justes »

Si ce livre était attendu depuis longtemps par les féministes dont il épouse totalement les thèses, on peut imaginer qu'il soulève des réticences dans les courants masculinistes et pro-sexe. Sorti au printemps mais fort peu présenté dans les médias, il a du mal à élargir son public. Un livre d'homme sur les hommes mais lu essentiellement par des femmes ? « C'est un peu notre problème en France - reconnaît Yeun - Il y a des hommes qui sont mobilisés mais trop peu à mon goût. C'est justement notre travail d'amener les autres hommes à agir dans cette direction. Mais j'ai l'impression que trop souvent ceux qui sont sensibilisés ou qui sont pro-féministes restent dans le cadre de la pensée ou dans des relations inter-individuelles mais ne se montrent pas beaucoup. Et du coup, ce sont seulement les femmes qui s'en prennent plein la figure par les anti-féministes et c'est un peu dommage ! »

Ca bouge sur le net : Homme féministe ou pro-féministe ? Yeun a fait son choix. « Moi, je ne me qualifierai jamais de féministe. Mais de pro-féministe sans doute ou d'anti-masculiniste. L'important pour moi c'est d'essayer d'être cohérent dans mes pratiques quotidiennes, l'étiquette importe peu. A Rennes, il y a des hommes dans les associations mixtes (Mix-Cité, Questions d'égalité notamment) et aussi quelques regroupements non mixtes d'hommes ; ce qu'il faut éviter c'est que ça devienne une sorte de complaisance entre nous, entre hommes, pour nous rassurer sur notre position d'hommes. Le problème de ceux qui s'investissent sur ces questions-là c'est qu'ils oublient un peu facilement d'où ils viennent comme si leur féminisme était arrivé comme ça. Moi,

j'ai été bousculé parce que des copines féministes m'ont pointé des trucs bien précis et à juste titre. »

Que Yeun ne se sente pas trop seul tout de même, des choses bougent en France et de plus en plus d'hommes résistent à l'image qu'on veut donner d'eux notamment sur Internet. Zéro Macho a choisi son cheval de bataille : l'abolition de la prostitution. D'autres s'engagent dans un projet de veille collaborative destiné à analyser les motivations réelles de ces associations ou collectifs masculinistes qui refusent l'égalité entre les femmes et les hommes cachés derrière la défense de la parentalité partagée. « Ne plus être un homme » est aussi un réseau de blogs pro-féministes et anti-patriarcaux. Dans sa préface, Christine Delphy écrit : « Refuser d'être un homme ravivera l'espoir que des hommes participent enfin vraiment au combat, et ils peuvent y participer ». L'histoire est en marche.

« *Refuser d'être un homme* » John Stoltenberg, Éditions Syllepse, 2013, Collection Nouvelles Questions Féministes - 22 euros

22 - Livre : « A propos de Léo Thiers-Vidal, Rupture anarchiste et trahison proféministe »

Difficile d'aller à l'encontre de ses intérêts de classe... c'est tout le propos de Léo Thiers-Vidal dans ce recueil d'articles, que de rappeler que les hommes, tous les hommes, ont intérêt à (c'est-à-dire perçoivent des gratifications dans le cadre de) la domination masculine. Certes difficile ne veut pas dire impossible, mais les exemples auxquels l'auteur a été confronté pendant sa vie militante, et sur lesquels il a appuyé comme on le lit ici sa pensée, montrent encore et toujours que s'en déprendre n'est pas une mince affaire.

Il fait donc porter une analyse incisive sur :

- des hommes qui font sans y voir à mal des groupes de discussion non-mixtes sur le genre des outils de développement personnel - quand ce n'est pas de déculpabilisation générale - qui leur permettront de s'assurer d'autant mieux la disponibilité de femmes à leurs côtés ;
- des hommes blancs, petits bourgeois, qui imposent un « tous ensemble » et des modes de militantisme dont ils refusent de voir le caractère situé (c'est le sujet d'une polémique reprise un peu trop longuement - mais on imagine que c'est parce que cela reste d'actualité dans le milieu anarchiste - autour des activités de la librairie La Gryffe) ;
- un Bourdieu qui s'interdit (c'est un grand sociologue) d'exprimer la moindre empathie pour les femmes prises (elles l'ont un peu accepté) dans des processus de domination mais n'a pas les mêmes scrupules quand il s'agit de montrer comment beaucoup d'hommes aussi en souffrent, et malgré eux, les pauvres ;
- des intellectuels et des militants qui s'engagent sans modestie dans les études de genre sans considérer la valeur de ce que les femmes, à titre d'observatrices ou d'actrices de la vie sociale, peuvent avoir à dire de plus intéressant qu'eux ;
- d'autres que le féminisme n'a jamais passionnés mais qui prennent un intérêt soudain pour les questions de genre par l'angle queer, refusant d'envisager combien cette trajectoire est signifiante sur leur position sociale et leurs privilèges de genre (j'ai abordé cette question ici-même, autour d'une expérience dans laquelle la lecture de Léo Thiers-Vidal - et celle de Judith Butler ! - m'ont été précieuses).

Tous ces exemples montrent des hommes de bonne volonté (militants anars ou proféministes, contempteurs de la domination masculine) qui, inconsciemment on l'espère, redéfinissent les questions de genre de la manière qui leur sied le mieux, sans se rendre compte que cela constitue à soi seul un acte de domination et pour nous les femmes un sujet d'indignation - qui reste incompris. Merci Léo de nous avoir écoutées avec assez d'attention pour pouvoir mettre des mots dessus.

L'idéologie libérale-libertaire nous extrait de nos identités de classe (sociale, de genre) pour nous montrer des individu-e-s nomades qui peuvent s'aimer ou être solidaires en faisant abstraction de

tous les intérêts qui peuvent les séparer. C'est une fiction, dont les dominant-e-s sortent toujours avec leurs intérêts satisfaits, sans rien nous lâcher d'autre que ce que nous leur arrachons. Désolée de faire ma Louise Michel comme ça, avec un vocabulaire vieux jeu, mais tout autour de moi je n'ai rien vu d'autre entre personnes partageant des conditions inégales.

Beaucoup des articles du recueil, écrits entre 1996 et 2006, ont fait l'objet d'une publication en ligne. Léo Thiers-Vidal est aussi l'auteur d'une thèse, dont l'ampleur avait pu démotiver certain-e-s lecteurices - même avec de nombreux encouragements à la lire. Ce petit livre laisse sur sa faim, mais il est accessible à tou-te-s. Ça fait mal mais ça fait du bien. Et l'impeccable préface de Mademoiselle vaut le détour, je me fais un plaisir de vous y renvoyer...

rassemblés par Corinne Monnet, Sabine Masson, Samuel Morin et Yeun Lagadeuc-Ygouf ; Editions Bambule, 2013, 208 pages, 8 €.